

Vers une nouvelle crise alimentaire ?

Si la hausse des prix des céréales a stimulé la production, essentiellement dans les pays développés, pour aboutir à une récolte record sur la période 2008-2009, plusieurs signaux montrent qu'on ne peut exclure une nouvelle crise alimentaire dans les prochains mois. La volatilité prévisible des cours, actuellement en baisse, combinée aux effets de la crise financière sur l'aide au développement et à l'investissement, laisse penser qu'un certain nombre de producteurs se trouveront prochainement dans une situation de crise. Le rapport semestriel de la FAO, sorti le 15 octobre, qui conclut sur la nécessité de maintenir les engagements internationaux en faveur de la résolution de la crise alimentaire, est l'occasion de rappeler le coût, pour l'agriculture et l'économie, d'une telle volatilité des prix.

La sortie du rapport semestriel sur l'état des marchés, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *Perspectives de l'alimentation*, a été l'occasion pour les représentants de l'organisation de faire le point sur la situation à venir. La récolte céréalière mondiale 2008-2009, stimulée par la hausse des cours mondiaux antérieurs et des conditions météorologiques favorables, va enregistrer un niveau record et atteindre 2 232 millions de tonnes.

Il n'en reste pas moins que 36 pays dans le monde ont encore besoin d'une aide externe, compte tenu des pertes de récolte, des conflits, de l'insécurité ou des prix locaux qui demeurent élevés. Alors que les prix des denrées baissent, l'économie mondiale se ralentit. Il est probable que cela se traduira par une réduction des semis puis une diminution des récoltes dans les principaux pays exportateurs. Les stocks céréaliers se maintenant à des niveaux faibles, un certain nombre de facteurs sont à nouveau réunis pour faire craindre une nouvelle crise alimentaire, suite à une nouvelle hausse des prix. La crise financière pourrait en effet amplifier les impacts de cette crise alimentaire par la combinaison d'une réduction des emprunts, des crédits bancaires, de l'aide publique au développement, des investissements étrangers directs et des envois de fonds des travailleurs.

Le rapport de la FAO conclut sur la nécessité pour la communauté internationale de tenir les engagements pris pour la résolution de la crise alimentaire.

Ces remarques montrent bien l'impact négatif de la volatilité des prix sur les stratégies des acteurs : l'anticipation du risque induit un moindre investissement. Ceci conforte l'importance d'instruments de régulation, ou filets de sécurité, qui ne sont pour autant pas souvent cités parmi les réponses possibles.

Pour compléter cette alerte de la FAO, il convient de rappeler qu'un grand nombre d'agriculteurs ont acheté des intrants au prix fort courant 2008 et vendu (ou sont en train de vendre) leurs produits agricoles à des prix diminués. Ce décalage se retrouve dans tous les pays du monde, mais il aura un impact particulièrement important dans les pays en voie de développement. Au-delà d'une baisse de production pourrait donc se profiler une autre crise alimentaire touchant plus particulièrement les producteurs agricoles.

Ces futures crises seront d'autant plus graves qu'elles toucheront des populations rendues déjà plus vulnérables par la crise précédente, ce qui renforce la nécessité d'apporter des réponses en urgence mais néanmoins efficaces à long terme.

Eva Aliacar
Chef du bureau de la prospective, de la stratégie et de l'intelligence économique
Marie-Aude Even
Chargée de mission Agricultures du monde
Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation